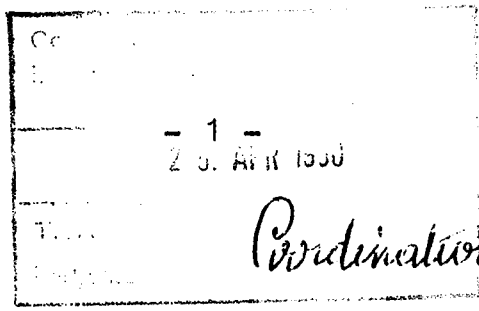
ADV. - 1 - L. 7069/1.



ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 mars 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les allocations dues aux militaires ayant reçu l'instruction de parachutiste", a donné le 5 avril 1960 l'avis suivante :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e maart 1960 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de toelagen verschuldigd aan de militairen die de opleiding van parachutist ontvangen hebben", heeft de 5e april 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet est relatif aux allocations accordées aux militaires ayant reçu l'instruction de parachutiste. Il remplace, provisoirement, l'arrêté du Régent du 27 mars 1948 allouant une indemnité aux militaires ayant reçu l'instruction des parachutistes, modifié par les arrêtés royaux des 16 octobre 1950 et 20 avril 1955.

\+

\+ \+

Alors que l'arrêté du Régent du 27 mars 1948 prévoyait une indemnité journalière de vingt francs pour tous les militaires parachutistes et une indemnité supplémentaire journalière d'un même montant pour les sous-officiers instructeurs de saut, le projet prévoit différents régimes suivant que le militaire est appointé (article 1er), soldé (article 3) ou rappelé (article 5).

Ces notions doivent être précisées pour les deux raisons suivantes :

1° L'officier de réserve, lorsqu'il effectue des rappels, est au régime du traitement (arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées - article 1er, modifié par l'arrêté royal du 6 mai 1957).

Il tombe, dès lors, normalement sous l'application de l'article 1er du projet.

Telle n'est cependant pas l'intention du Gouvernement, qui ne veut accorder l'allocation prévue à l'article 1er qu'aux seuls officiers de réserve

.../...

effectuant des prestations dites de longue durée, prévues par l'article 63 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Par contre, aux officiers de réserve effectuant les rappels et les prestations prévus à l'article 62 de la même loi, le Gouvernement entend accorder l'allocation déterminée à l'article 5.

2° L'article 3 du projet prévoit le régime applicable "aux militaires soldés". Le Gouvernement entend par là uniquement les militaires effectuant leur terme de service actif au sens de la loi sur la milice; l'article 5, en effet, prévoit un régime différent pour les militaires rappelés qui sont tous, à l'exception des officiers de réserve, au régime de la solde.

Il y a, dès lors, lieu de mieux préciser le champ d'application de ces articles 1er, 3 et 5.

\+

\+ \+

Les articles 2 et 3 prévoient notamment que l'allocation cesse d'être due "à partir du jour où il ne participe plus effectivement aux entraînements".

L'article 4 fait également allusion à cette notion.

.../...

Comme le projet confère aux militaires qui remplissent les conditions prévues un droit à l'allocation, il serait souhaitable que soit fixé, par une règle objective,ce qu'il faut entendre par un militaire "qui ne participe plus effectivement aux entraînements".

Il s'indiquerait de rédiger un article par lequel le Roi donnerait au Ministre délégation à l'effet de fixer cette règle.

Cet article pourrait également reprendre la disposition de l'article 1er, alinéa 3, qui délègue au Ministre le pouvoir de fixer les conditions d'obtention du brevet supérieur de parachutiste.

\+

\+ \+

Suivant l'article 4 du projet, "l'allocation mensuelle ou journalière est maintenue jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit le mois au cours duquel s'est produit le fait dommageable, au profit des militaires qui cessent d'occuper, dans une unité spécialisée, un emploi impliquant l'exécution de sauts en parachute ou qui ne participent plus effectivement aux entraînements par suite de blessures reçues ou d'infirmités contractées au cours des exercices de saut".

.../...

La rédaction de cet article et sa place dans le projet semblent indiquer qu'il n'a trait qu'aux allocations prévues aux articles 1er et 3,et non à celles prévues à l'article 5.

Cela semble normal,puisque l'article 5 ne vise que les cas de militaires rappelés pour des périodes très courtes.

Il existe cependant une hypothèse qui paraît avoir été oubliée. En effet, l'article 65 de la loi du 1er mars 1958, relative au statut des officiers de carrière et de réserve,prévoit que l'officier de réserve est en position d'activité, notamment :

"2° lorsque, à l'issue d'une période d'activité, il est frappé d'une incapacité de travail consécutive à un accident survenu en service et par le fait du service, ou à une affection contractée ou aggravée en service et par le fait du service, et lorsqu'il désire être maintenu à l'activité conformément aux conditions fixées par le Roi".

Comme il résulte des explications données au Conseil d'Etat que le Gouvernement entend accorder le bénéfice de l'article 4 aux officiers de réserve qui se trouvent dans la situation prévue à cet article 65 de la loi du 1er mars 1958, il y aurait lieu d'intervertir les articles 4 et 5.

.../...

Il serait souhaitable, pour le surplus, de rappeler dans l'article 4 que l'allocation qu'il prévoit n'est accordée que durant la période pendant laquelle le militaire bénéficie soit du traitement entier, soit de la solde.

\+

\+ +

L'article 7 du projet dispose :

"L'allocation mensuelle ou journalière de parachutiste pourra être retirée, par mesure disciplinaire, sur décision du Ministre de la Défense nationale auquel il sera fait rapport".

L'allocation de parachutiste constitue une augmentation de traitement accordée parce que "l'instruction comporte des fatigues et des risques plus grands que dans les autres formations de l'armée" (rapport au Régent précédant l'arrêté du Régent du 27 mars 1948).

Le projet, qui reprend du reste une disposition de l'arrêté du Régent du 27 mars 1948, institue dans le régime disciplinaire militaire, la peine de la retenue sur les traitements, pour n'importe quelle infraction disciplinaire commise par un parachutiste.

La création de cette peine par arrêté royal ne répond pas au prescrit des articles 118 et 124 de la Constitution, dont le premier dispose que la loi règle les droits et les obligations des militaires et le second que ceux-ci ne peuvent être privés de leurs honneurs et pensions que de la manière déterminée par la loi.

/

C'est au législateur qu'il appartient de fixer les peines disciplinaires. Actuellement, l'arrêté du Prince Souverain du 15 mars 1815 en dresse la nomenclature.

Le Roi peut retirer le bénéfice de certaines indemnités, comme il l'a décidé à de nombreuses reprises pour sanctionner des abus qui avaient été commis pour les obtenir; de nombreux cas peuvent être cités en matière d'indemnité de séjour ou de déplacement. Il ne s'agit pas de peines disciplinaires; ces dispositions se bornent à décider que l'Etat n'a pas à supporter des dépenses qui ne seraient pas faites dans l'intérêt du service.

L'article 7 fait plus; il institue une véritable peine disciplinaire. Il doit, dès lors, être omis comme manquant de fondement légal.

Si le Gouvernement estime cependant nécessaire de prévoir, dans le projet, une disposition à caractère disciplinaire, il pourrait utilement s'inspirer de la réglementation relative aux membres du personnel navigant breveté et élève de la force aérienne.

L'arrêté royal du 26 mars 1956 fixant le régime des allocations et primes dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées dispose, en son article 4 : "Lorsqu'au cours de la période

.../...

de référence servant de base à l'établissement du droit aux allocations prévues aux articles 2 et 3, le membre du personnel navigant breveté ou élève est suspendu de la possibilité d'accomplir des prestations aéronautiques pour raison disciplinaire, les allocations déterminées selon les règles fixées par les articles 2 et 3 sont réduites proportionnellement à la durée de la suspension, tous les mois étant réputés de trente jours".

Le membre du personnel navigant breveté ou élève de la force aérienne peut être, pour des raisons disciplinaires, suspendu comme membre d'une de ces catégories du personnel navigant. Le statut administratif de ces militaires est actuellement organisé par l'arrêté du Régent du 30 août 1946 et par une instruction ministérielle; de nouvelles dispositions sont sur le point d'être prises; la section de législation a, en effet, donné le 29 mars 1960 un avis concernant un projet d'arrêté royal et un projet d'arrêté ministériel relatifs à ce statut (L. 7071 et L. 7072).

C'est, dès lors, lorsque le militaire est suspendu comme membre du personnel navigant en application de son statut administratif, que l'allocation aéronautique ne lui sera plus payée.

Une telle formule pourrait peut-être être adoptée en ce qui concerne les parachutistes en lieu et place de l'article 7 du projet.

\+

\+ \+

.../...

Suivant l'article 8, le projet n'aura effet que jusqu'au 31 décembre 1960.

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat qu'après cette date, l'arrêté du Régent du 27 mars 1948 sera de nouveau d'application, à moins qu'un nouveau régime ne soit instauré; il y aurait, dès lors, lieu de prévoir que l'application de l'arrêté du Régent du 27 mars 1948 est simplement suspendue.

\+

\+ +

Le projet appelle, pour le surplus, diverses observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF A L'ALLOCATION ACCORDEE AUX MILITAIRES AYANT RECU L'INSTRUCTION DE PARACHUTISTE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu l'accord du Comité du budget, donné le 16 février 1960;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Une allocation mensuelle est accordée aux militaires appointés, détenteurs du brevet supérieur de parachutiste, à l'exception des officiers de réserve effectuant les rappels et prestations dont il est question à l'article 62 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve; le montant de l'allocation mensuelle est fixé à 600 francs.

Ce montant est porté à 2.000 francs pour les militaires visés à l'alinéa 1er, qui comptent vingt-quatre mois de services effectifs et qui occupent, dans une unité spécialisée, un emploi organique impliquant l'exécution de sauts en parachute.

Article 2.-

... (texte de l'article 2 du projet) ...

Article 3.-

Une allocation journalière de 20 francs est accordée, pendant leur terme de service actif, aux militaires soldés détenteurs du brevet supérieur de parachutiste, qui occupent, dans une unité spécialisée, un emploi impliquant l'exécution de sauts en parachute.

... (la suite comme au projet) ...

.../...

Article 4.-

Les militaires de réserve de rang subalterne et les officiers de réserve effectuant des rappels et prestations dont il est question à l'article 62 de la loi du 1er mars 1958, détenteurs du brevet supérieur de parachutiste, qui, au cours d'un rappel sous les armes dans une unité spécialisée dans l'exécution de sauts en parachute, effectuent le nombre de sauts fixé par le Ministre de la Défense nationale, bénéficient d'une allocation de 20 francs pour chaque journée de rappel donnant droit au traitement entier ou à la solde.

Article 5.-

Lorsque, par suite de blessure reçue ou d'infirmité contractée au cours d'exercices de saut, le militaire cesse d'occuper,dans une unité spécialisée, un emploi impliquant l'exécution de sauts en parachute ou ne participe plus effectivement aux entraînements, l'allocation est maintenue jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui au cours duquel l'accident a eu lieu; le Ministre de la Défense nationale peut proroger ce délai sur proposition des chefs hiérarchiques, appuyée d'un avis médical.

L'allocation n'est toutefois maintenue en vertu du présent article que pour la période durant laquelle le militaire perçoit une solde ou son traitement entier.

.../...

Article 6.-

L'allocation mensuelle ou journalière de parachutiste ne peut être attribuée concurremment avec les allocations et primes accordées, en vertu de la réglementation, à l'occasion de prestations aéronautiques.

Article 7.-

... (voir observations) ...

Article 8.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe les conditions d'obtention du brevet supérieur de parachutiste.

Il fixe les conditions dans lesquelles un militaire détenteur du brevet supérieur de parachutiste est considéré comme ne participant plus effectivement à l'entraînement.

Article 9.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge et cesse ses effets au 31 décembre 1960.

.../...

Durant cette période, l'application de l'arrêté du Régent du 27 mars 1948 allouant une indemnité aux militaires ayant reçu l'instruction des parachutistes, modifié par les arrêtés royaux des 16 octobre 1950 et 20 avril 1955, est suspendue.

Article 10.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp heeft betrekking op de toelagen aan militairen die de opleiding tot parachutist ontvangen hebben. Het vervangt voorlopig het besluit van de Regent van 27 maart 1948 houdende toekenning van een vergoeding aan de militairen die de opleiding van parachutist ontvangen hebben, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 oktober 1950 en 20 april 1955.

\+

\+ \+

Terwijl het besluit van de Regent van 27 maart 1948 een dagelijkse vergoeding van twintig frank voor alle militairen-parachutisten en een bijkomende dagelijkse vergoeding van hetzelfde bedrag voor "onderofficieren opleiders in het springen" instelde, voert het ontwerp verschillende stelsels in naargelang de militair weddetrekkend (artikel 1) soldijtrekkend (artikel 3) of wederopgeroepen (artikel 5) is.

Deze begrippen behoren om de twee hiernavolgende redenen nader te worden omschreven :

1° De reserveofficier die een wederoproeping volbrengt, staat onder wedderegeling (koninklijk besluit van 9 april 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht - artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 mei 1957).

Normaal valt hij dus onder de toepassing van artikel 1 van het ontwerp.

.../...

Dit is echter niet de bedoeling van de Regering, die de in artikel 1 bepaalde toelage alleen wenst toe te kennen aan reserveofficieren die zogenaamde prestaties van lange duur verrichten als bedoeld in artikel 63 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

Aan reserveofficieren die wederoproepingen en prestaties als bedoeld in artikel 62 van dezelfde wet verrichten, wil de Regering daarentegen de in artikel 5 bepaalde toelagen verlenen.

2° Artikel 3 van het ontwerp bepaalt, welke regeling van toepassing is op soldijtrekkende militairen. Hieronder verstaat de Regering alleen militairen die hun werkelijke diensttijd in de zin van de dienstplichtwet volbrengen; artikel 5 stelt immers een andere regeling in voor wederopgeroepen militairen die, op de reserveofficieren na, alle onder het soldijstelsel staan.

De werkingssfeer van deze artikelen 1, 3 en 5 behoort derhalve beter te worden omschreven.

\+

\+ +

De artikelen 2 en 3 bepalen onder meer dat de toelage niet meer verschuldigd is "vanaf de dag waarop hij niet meer effectief aan de trainingen deelneemt".

Ook artikel 4 verwijst naar dit begrip.

.../...

Aangezien het ontwerp aan de militairen die aan de voorgeschreven voorwaarden voldoen een recht op de toelage verleent, ware het wenselijk in een objectieve regel neer te leggen wat moet worden verstaan onder "militair die niet meer effectief aan de training deelneemt".

Het ware aangewezen een artikel te redigeren waarbij de Koning de Minister opdracht geeft deze regel vast te stellen.

Dit artikel zou eveneens het bepaalde in artikel 1, derde lid, kunnen overnemen, dat de Minister bevoegdheid opdraagt om de voorwaarden te bepalen waaronder het hoger brevet van parachutist kan worden behaald.

\+

\+ \+

Artikel 4 van het ontwerp luidt als volgt : "De maandelijkse of dagelijkse toelage voor parachutist wordt tot het verstrijken van de derde maand volgend op de maand tijdens dewelke het schadelijk feit heeft plaats gehad, behouden ten voordele van de militairen, die opgehouden hebben in een gespecialiseerde eenheid een betrekking waar te nemen waar de uitvoering van sprongen met parachute worden vereist of die niet meer effectief deelnemen aan de trainingen wegens kwetsuren of gebrekkigheden opgelopen tijdens springoefeningen".

.../...

Uit de redactie van dit artikel en zijn plaats in het ontwerp blijkt dat het alleen betrekking heeft op toelagen volgens de artikelen 1 en 3, en niet op die volgens artikel 5.

Dit lijkt normaal, aangezien artikel 5 alleen doelt op gevallen van voor korte duur wederopgeroepen militairen.

Eén geval nochtans lijkt uit het oog te zijn verloren. Artikel 65 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren bepaalt immers, dat de reserveofficier in werkelijke dienst is, onder meer :

"2° wanneer hij op het einde van een activiteitsperiode door een arbeidsongeschiktheid getroffen is ten gevolge van een ongeval hem overkomen gedurende de dienst en door de dienst, of ten gevolge van een kwaal ontstaan of verergerd gedurende de dienst en door de dienst, en wanneer hij in werkelijke dienst wenst te blijven overeenkomstig de voorwaarden vastgesteld door de Koning".

Aangezien de Regering, naar aan de Raad van State werd verklaard, de bedoeling heeft het voordeel van artikel 4 te verlenen aan de officieren die zich in de bij dit artikel 65 van de wet van 1 maart 1958 bedoelde toestand bevinden, zouden de artikelen 4 en 5 vernummerd moeten worden.

.../...

Voor het overige ware er in artikel 4 aan te herinneren, dat de daar bedoelde toelage slechts wordt toegekend over de periode tijdens welke de militair hetzij volle wedde, hetzij soldij trekt.

\+

\+ +

Artikel 7 van het ontwerp luidt als volgt :

"De maandelijkse of dagelijkse toelage voor parachutist zal bij tuchtmaatregel kunnen ontnomen worden bij beslissing van de Minister van Landsverdediging, aan wie verslag zal worden uitgebracht".

De parachutistentoelage is een weddeverhoging die wordt toegekend omdat "de opleiding groter vermoeienissen en risico's medebrengt dan bij de andere formaties van het leger" (verslag aan de Regent dat het besluit van de Regent van 27 maart 1948 voorafgaat).

Het ontwerp, dat overigens een bepaling van het besluit van de Regent van 27 maart 1948 overneemt, voert in het militair tuchtstelsel de straf van inhouding van wedde in voor enig tuchtvergrijp vanwege een parachutist.

De invoering van deze straf bij koninklijk besluit, voldoet niet aan de voorwaarden van de artikelen 118 en 124 van de Grondwet, waarvan het eerste bepaalt dat de wet de rechten en de verplichtingen van de militairen regelt, en het tweede dat deze niet uit hun ererechten en pensioenen kunnen worden ontzet dan op de bij de wet bepaalde wijze.

.../...

Het vaststellen van de tuchtstraffen is zaak van de wetgever. Thans geldt de lijst, opgemaakt door het besluit van de Soevereine Vorst van 15 maart 1815.

De Koning kan het genot van sommige vergoedingen intrekken, zoals hij herhaaldelijk heeft beslist te doen ter bestraffing van misbruiken die gepleegd werden om ze te verkrijgen; talrijke gevallen kunnen worden aangehaald inzake verblijfs- of reisvergoeding. Het gaat hier niet om een tuchtstraf; deze bepalingen beperken zich ertoe te beslissen dat de Staat geen uitgaven behoeft te dragen die niet in het belang van de dienst zijn gedaan.

Artikel 7 gaat verder; het stelt een werkelijke tuchtstraf in. Het behoort dus wegens gemis van rechtsgrond te worden geschrapt.

Vindt de Regering het nochtans nodig in het ontwerp een tuchtbepaling op te nemen, dan zou zij aansluiting kunnen zoeken bij de regeling betreffende de leden van het gebrevetteerd varend en lerend personeel van de luchtmacht.

Het koninklijk besluit van 26 maart 1956 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premiën voor luchtvaartprestaties van het personeel der krijgsmacht verschuldigd, bepaalt in artikel 4 : "Wanneer ten aanzien van een lid van het gebrevetteerd of lerend varend personeel tijdens de periode die tot grondslag dient voor het bepalen der aanspraak op de bij artikelen 2 en 3 vastgestelde toelagen, de mogelijkheid tot het

.../...

verrichten van luchtvaartprestaties om disciplinaire redenen wordt geschorst, worden de toelagen, bepaald volgens de in artikelen 2 en 3 vervatte regelen, verminderd naar verhouding van de duur der schorsing, waarbij iedere maand voor dertig dagen telt".

Het lid van het gebrevetteerd varend of lerend personeel van de luchtmacht kan om tuchtredenen als lid van een dezer categorieën van het varend personeel worden geschorst. Het administratief statuut van deze militairen wordt thans geregeld door het besluit van de Regent van 30 augustus 1946 en door een ministeriële onderrichting; nieuwe bepalingen zullen weldra tot stand komen; de afdeling wetgeving heeft immers op 29 maart 1960 advies uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit en een ontwerp van ministerieel besluit betreffende dit statuut (L. 7071 en L. 7072).

De luchtvaarttoelage wordt derhalve niet langer uitbetaald aan de militair die bij toepassing van zijn administratief statuut als lid van het varend personeel wordt geschorst.

Zulk een formule zou misschien kunnen worden aangenomen wat de parachutisten betreft, in de plaats van artikel 7 van het ontwerp.

\+

\+ \+

Volgens artikel 8 zou het ontwerp slechts uitwerking hebben tot 31 december 1960.

.../...

Uit de aan de Raad van State verstrekte uitleg blijkt, dat na deze datum het besluit van de Regent van 27 maart 1948 opnieuw van toepassing zal zijn, tenzij een nieuw stelsel wordt ingevoerd; men zegge daarom, dat de toepassing van het besluit van de Regent van 27 maart 1948 alleen maar is geschorst.

\+

\+ +

Wat de vorm betreft, zijn bij het ontwerp verder een aantal opmerkingen te maken waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE TOELAGE AAN MILITAIREN DIE DE OPLEIDING TOT PARACHUTIST HEBBEN ONTVANGEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

Gelet op het akkoord van het Begrotingscomité, gegeven op 16 februari 1960;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

Een maandelijkse toelage wordt verleend aan weddetrekkende militairen die houder zijn van het hoger brevet van parachutist, met uitzondering van reserveofficieren die wederoproepingen en prestaties verrichten als bedoeld in artikel 62 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren; het bedrag van de maandelijkse toelage is op 600 frank vastgesteld.

Dit bedrag wordt op 2.000 frank gebracht voor militairen als bedoeld in het eerste lid, die vierentwintig maanden effectieve dienst tellen en in een gespecialiseerde eenheid een organieke betrekking bekleden waaraan het verrichten van parachutesprongen verbonden is.

Artikel 2.-

De maandelijkse parachutistentoelage is in alle, op volle wedde rechtgevende standen verschuldigd vanaf de dag waarop de militair de voorwaarden vervult die het genot ervan verlenen of het bedrag ervan wijzigen.

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 4 is de maandelijkse parachutistentoelage niet langer verschuldigd de dag waarop de militair de bij artikel 1 gestelde voorwaarden niet langer vervult of waarop hij niet langer effectief aan de training deelneemt.

De maandelijkse parachutistentoelage is na vervallen termijn betaalbaar; in voorkomend geval wordt zij per dertigsten, onder dezelfde voorwaarden als de wedde, verleend.

.../...

Artikel 3.-

Een dagelijkse toelage van 20 frank wordt gedurende hun werkelijke diensttijd verleend aan soldijtrekkende militairen die houder zijn van het hoger brevet van parachutist en in een gespecialiseerde eenheid een betrekking bekleden waaraan het verrichten van parachutesprongen verbonden is.

Deze toelage is voor iedere, op soldij rechtgevende dag verschuldigd vanaf de dag waarop de militair de voorwaarden vervult die het genot ervan verlenen.

Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 4 is de dagelijkse parachutistentoelage niet langer verschuldigd de dag waarop de militair niet langer in een gespecialiseerde eenheid een organieke betrekking bekleedt waaraan het verrichten van parachutesprongen verbonden is, of de dag waarop hij niet langer effectief aan de training deelneemt.

De dagelijkse parachutistentoelage is na vervallen termijn, tegelijk met de soldij, betaalbaar.

Artikel 4.-

Reservemilitairen van lagere rang en reserveofficieren die wederoproepingen en prestaties als bedoeld in artikel 62 van de wet van 1 maart 1958 verrichten, houder zijn van het hoger brevet van parachutist en, tijdens een wederoproeping onder een in het uitvoeren van parachutesprongen gespecialiseerde eenheid, het aantal sprongen verrichten dat door de Minister van

.../...

Landsverdediging is bepaald, ontvangen een toelage van 20 frank voor elke wederoproepingsdag die recht geeft op volle wedde of op soldij.

Artikel 5.-

Een militair die ten gevolge van een tijdens springoefeningen opgedane verwonding of gebrekkigheid ophoudt in een gespecialiseerde eenheid een betrekking waaraan het verrichten van parachutesprongen verbonden is te bekleden of effectief aan de training deel te nemen, behoudt zijn toelage tot het verstrijken van de derde maand na die waarin het ongeval heeft plaats gehad; op voorstel van de hiërarchische chefs, gestaafd door een medisch advies, kan de Minister van Landsverdediging deze termijn verlengen.

De toelage blijft echter alleen krachtens dit artikel behouden over de periode waarvoor de militair soldij of volle wedde trekt.

Artikel 6.-

De maandelijkse of de dagelijkse parachutistentoelage kan niet tegelijk worden verleend met de toelagen en premies die krachtens de reglementering naar aanleiding van luchtvaartprestaties worden toegekend.

Artikel 7.-

... (zie opmerking) ...

.../...

Artikel 8.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt de voorwaarden waaronder het hoger brevet van parachutist wordt behaald.

Hij bepaalt de voorwaarden waaronder een militair die houder van het hoger brevet van parachutist is, wordt geacht niet langer effectief aan de training deel te nemen.

Artikel 9.-

Dit besluit treedt in werking de eerste van de maand die volgt op de maand tijdens welke het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, en houdt op uitwerking te hebben de 31e december 1960.

Over deze periode wordt de toepassing van het besluit van de Regent van 27 maart 1948 houdende toekenning van een vergoeding aan de militairen die de opleiding van parachutist hebben ontvangen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 oktober 1950 en 20 april 1955, geschorst.

Artikel 10.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,
De Minister van Financiën ,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.